

Tout au long de ces négociations, le gouvernement du Canada a délibérément tenu les Canadiens dans l'ignorance, a délibérément caché les faits au Parlement, et a délibérément refusé de nous communiquer les paramètres du mandat de l'équipe de négociation. Le gouvernement a adopté cette stratégie dès le début et continue de la suivre. C'est une tactique empreinte de cynisme, de manipulation et de fourberie. Elle ne marche pas pour une raison; les Canadiens ne sont pas stupides, les Canadiens ne se laisseront pas bernier, et les Canadiens ne vont pas gobet cet accord commercial.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada s'est lancé dans les négociations de libre-échange en étant triplement naïf. D'abord, il a cru que la conclusion d'un tel accord avec les Américains allait comme par enchantement soustraire le Canada au sentiment protectionniste des Américains et en particulier du Congrès américain. C'était faire preuve de naïveté dès le départ.

Des membres influents du Congrès américain, tant du Sénat que de la Chambre des représentants, nous ont dit en public et en privé lors de visites à Ottawa que le Canada ne pourrait d'aucune façon se soustraire aux mesures correctives établies dans la loi américaine de 1974 sur le commerce ou même au projet de loi omnibus dont sont saisis à l'heure actuelle le Sénat américain et la Chambre des représentants. On nous a prévenus que ce n'était pas possible. Et pourtant, le gouvernement s'est entêté à croire naïvement qu'un accord nous en soustrairait.

On peut constater en lisant l'accord que ce n'est pas le cas. La loi et les coutumes commerciales américaines, actuelles et futures, vont continuer de s'appliquer aux exportations canadiennes. Nous n'avons pas obtenu un accès assuré au marché américain.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): La deuxième hypothèse naïve consistait à croire que nous obtiendrions rapidement un règlement. Plutôt que de négocier multilatéralement et internationalement par le biais de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, comme nous l'avons fait avec un tel succès au cours du Kennedy Round et du Tokyo Round, le gouvernement a essayé d'obtenir une solution rapide à nos problèmes commerciaux en traitant bilatéralement et directement avec les États-Unis. En essayant de traiter sur le même pied, directement et seul à seul avec la plus grande puissance économique du monde, dix fois plus forte que le Canada, alors que notre gouvernement tenait davantage à un accord politique que le Congrès américain, nous ne pouvions que décrocher un mauvais marché. C'est ce qui est arrivé. Nous avons fait un très mauvais marché.

• (1130)

Évidemment, la troisième hypothèse naïve était que les États-Unis voulaient vraiment le libre-échange avec le Canada. Les États-Unis ne veulent pas le libre-échange. Il n'y a maintenant aucun doute qu'ils ont toujours souhaité le commerce loyal tel qu'ils l'entendent et tel qu'il est défini dans la loi du Congrès de 1974 et dans le projet de loi omnibus.

Les subsides

Par commerce loyal il n'entendent pas le commerce fondé sur des conditions de réciprocité, mais le commerce selon leurs conditions à eux. Ils veulent jouer selon des règles plus équitables pour eux, sur leur propre terrain, avec leurs propres moyens et à leurs conditions. Voilà ce que les États-Unis ont toujours recherché dans un accord de libre-échange et c'est ce qu'ils obtiennent dans le cas présent.

Le moment ne peut pas être plus mal choisi pour le Canada. Les États-Unis et le gouvernement Reagan attirent la demande mondiale vers le marché américain. Ce marché active l'économie mondiale, mais il devient évident depuis quelques mois qu'un déficit commercial aussi considérable que celui que les États-Unis accumulent et l'étendue du déficit budgétaire, que financent le Japon et l'Allemagne, ne peuvent durer éternellement et que les États-Unis ne peuvent plus alimenter la demande mondiale.

Il devient évident qu'ils devront transformer leur position en position neutre et excédentaire, ce qu'ils feront aux dépens de tous les autres pays du monde. Tout particulièrement à la lumière des événements boursiers de la semaine dernière, le Congrès et le gouvernement américains ne peuvent absolument pas se permettre de ne pas contrôler leur position commerciale. Le moment ne peut donc pas être plus mal choisi et rien ne reflète plus fidèlement l'état d'esprit du Congrès.

[Français]

Mais le gouvernement a été naïf. Il a présumé que le simple fait de s'asseoir avec les États-Unis, le simple fait de négocier une entente commerciale avec les États-Unis, allait par magie nous exempter des lois protectionnistes américaines et nous garantir l'accès au marché américain. Mais il n'y a pas de magie dans le commerce international. Il n'y a pas de miracle non plus, ni de solution instantanée, et il est évident que les résultats ne sont pas là pour le Canada.

Pour atteindre ses objectifs, le premier ministre (M. Mulroney) avait besoin de convaincre les Américains de deux choses: premièrement, écrire spécifiquement dans l'Entente que le Canada ne serait plus soumis aux lois américaines protectionnistes et, deuxièmement, mettre en place un système d'arbitrage obligatoire pour régler les cas où les deux pays ne s'entendent pas. Ces conditions étaient essentielles. Or, l'Entente Mulroney ne remplit ni l'une ni l'autre de ces conditions. Cette Entente ne garantit pas l'accès au marché américain. Cette Entente ne nous met pas à l'abri du protectionnisme.

[Traduction]

Que dit le mécanisme de règlement des conflits? Il reste à voir s'il est constitutionnel selon le droit américain. Ce mécanisme consiste seulement en un groupe d'experts chargés d'examiner les litiges. Il s'applique aux lois et aux usages américains qui s'appliquent à nos exportations. Rien n'a changé. Son seul pouvoir, selon le tribunal administratif américain, consiste à voir si ces tribunaux ont appliqué correctement la loi et règlements américains selon leurs usages. Il ne modifie pas la loi qui s'applique au Canada sur le marché américain. Il change un juge et prolonge le processus.